

Crise ministérielle en Grèce

Le Premier ministre socialiste grec, M. Andréas Papan-dréou, a ouvert une crise politique en désavouant publiquement son ministre de l'Economie, M. Costas Simitis, qui a présenté sa démission.

M. Papan-dréou n'a pu que l'accepter en raison du refus de M. Simitis de s'associer à ses propos devant le Parlement. Le Premier ministre avait alors fait part d'une importante modification de la politique salariale de l'année 88, pourtant arrêtée en comité ministériel quelques jours auparavant. Il a ainsi annoncé l'octroi dès le 1^{er} janvier prochain d'une augmentation de 4.5% des salaires du secteur public, que M. Simitis avait prévu pour le 1^{er} mai 88.

Ce revirement du Premier ministre résulte du mécontentement de l'ensemble de la classe syndicale, politique, des conservateurs aux communistes, y compris certains éléments de sa propre majorité.

Depuis octobre 1985, la Grèce vit sous un plan d'austérité qui devait en principe se terminer à la fin de cette année. Ce plan se caractérise notamment par un strict encadrement de l'évolution des salaires, dont l'augmentation est décidée par décret gouvernemental tous les quatre mois, et dont le taux est fixé en fonction des résultats de la lutte contre l'inflation.

Mais, devant les mauvais chiffres

attendus pour l'année 87 sur le front de la lutte contre l'inflation (18% au lieu des 10% escomptés), le ministre de l'Economie, avec l'accord du gouvernement et même de la Commission européenne de Bruxelles, avait annoncé un blocage de fait des salaires pendant les quatre prochains mois.

En avançant au 1^{er} janvier cette augmentation salariale, le Premier ministre espère ainsi faire l'économie d'une agitation sociale après le mouvement étudiant de ces dernières années.

Devant l'impopularité d'autres mesures prévues dans le projet de budget 88 (dont une hausse de 28.8% des impôts directs et de 16.5% des impôts indirects), des élections anticipées semblent exclues dans l'immédiat. Elles sont normalement prévues en juin 1989.

A quelques jours du sommet européen de Copenhague, les 4 et 5 décembre, le départ de M. Simitis, apprécié pour la rigueur de sa politique par la C.E.E., risque de compliquer la tâche de M. Papan-dréou dans ses négociations avec ses partenaires européens.